

# POINT DE VUE DU CNOM SUR LES QUESTIONS PREPARATIVES DE LA CONCERTATION NATIONALE SUR L'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AU MALI

## **1. ETAT DE LIEUX DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

### **1.1 Ressources humaines :**

- Insuffisance notoire d'enseignants en quantité et qualité ;
- personnel administratif insuffisant et peu formé pour les tâches à accomplir ;
- pléthore d'étudiants pour les capacités allouées ;
- enseignants, étudiants peu formés aux valeurs à la citoyenneté et au patriotisme.

### **1.2 Ressources financières :**

- Insuffisantes ;
- répartition inadéquate.

### **1.3 Cadre institutionnel :**

- Dispositions légales et réglementaires à adapter aux contextes (***national et international***) ;
- appui institutionnel au MESRS peu important ;
- priorisation en deçà de souhait.

### **1.4 Cadre académique :**

- Outils et méthodologies + programmes inappropriés à la démographie, à la formation qualifiante et aux exigences du marché de l'emploi ;
- programmes universitaires faiblement orientés sur la pratique ;
- programmes trop théoriques et peu exécutés sur l'année.

### **1.5 Infrastructures :**

- Insuffisantes / quantité + qualité ;
- Peu adaptées aux besoins ;
- Inégalement réparties

### **1.6 Gouvernance :** Non professionnalisée et incurie généralisée

## **2. POINTS POSITIFS**

- La conscientisation de tous aux problèmes ;
- la nécessité pour tous d'opérer un changement qualitatif et quantitatif ;
- volonté de faire ce changement.

## **3. PRINCIPAUX PROBLEMES + MENACES :**

### **Valeur sociétale de l'université**

- Déstructuration sociétale et sociale ;
- hypothèque sur le développement économique ;
- faible compétitivité du pays ;
- menace sur la cohésion nationale.

## **4. PROPOSITIONS ET RECOMMANDATIONS**

### **4.1 Ressources humaines :**

- Formation initiale des élèves+étudiants et enseignants à la citoyenneté, au patriotisme et la bonne gouvernance ;
- mettre à profit les ressources non étatiques (compétences des entreprises et institutions **privées nationales, régionales, internationales**) pour la formation (**sciences, techniques, technologies, sciences humaines...**) ;
- plan ouvert de gestion du flux des étudiants ;
- plans de formation pratique et dynamique des formateurs ouverts à tous les secteurs.

### **4.2 Institutions :**

- Appui conséquent de l'Etat au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.
- adapter les textes législatifs et réglementaires aux besoins actuels de la formation (**Assemblée nationale, Gouvernement**).
- faire de la formation du supérieur et la recherche une priorité des gouvernants.

- 4.3** Allouer des ressources financières à hauteur des besoins existants et assurer leur meilleure répartition.
- 4.4** Les infrastructures + matériels pédagogiques et didactiques et programmes à étoffer, à mettre à jour et centrés sur la vie pratique, et adapter aux besoins du marché du travail.
- 4.5** Utilisation massive, éclairée et contrôlée des **TIC** à toutes les étapes et secteurs de la formation.
- 4.6** Mise en place d'un cadre national permanent de dialogue sur l'enseignement supérieur et la recherche (*Assemblée nationale, Associations d'étudiants, Direction d'établissement, enseignants, chercheurs, gouvernement, APE, partenaires nationaux et internationaux, services, société civile, syndicats d'enseignants*).

**NB :**

- **Ce cadre de dialogue peut jouer un rôle très important pour assurer un espace universitaire stable, apaisé et sécurisé, propice à la formation.**
- **le contrat social qui s'en dégage est source de paix nationale et de développement escomptés.**
- **ériger la bonne gouvernance et la culture du mérite en priorité, à récompenser, et sanctionner les contrevenants.**